



[1997 \(janvier - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

Le Brésil face à la mondialisation: les deux faces du miracle économique

par Pierre Beaudet



Des métallos brésiliens

[Un métallo à la présidence?](#)

[Éviter l'intégration continentale... par le bas](#)

[La stabilité économique dans le respect des droits](#)

[Optimistes par le cur, pessimistes par la raison](#)

Le Brésil, ce géant de l'Amérique du Sud, est à la croisée des chemins. Le pays pourrait devenir le pôle de tout le continent et négocier d'égal à égal avec l'Amérique du Nord. On constituerait ainsi un espace d'intégration économique réellement fonctionnel et prospère.

Pour cela, des transformations importantes sont requises puisque le Brésil doit régler ses immenses problèmes sociaux, à commencer par une réforme agraire. Les enjeux sont gigantesques et engagent toute la société brésilienne, y compris les couches de la population jusqu'ici exclues de tout processus politique.

Un métallo à la présidence?

L'ancien candidat à la présidence, [Luis Ignacio Lula da Silva](#) (Lula, comme il est mieux connu dans les rues brésiliennes), était encore il y a quelques années un ouvrier métallurgiste dans une usine de la grande région métropolitaine de São Paulo. En 1989, à la tête du Parti des travailleurs (le PT est une coalition de gauche regroupant des syndicats, le *Movimento Sem Terra* ou mouvement des sans-terre, et les secteurs

progressistes de l'Église catholique romaine), il devenait candidat à la présidence du pays et partait grand favori contre F.H. Cardoso dès le début de la campagne électorale (Cardoso devait gagner avec 54,3 pour cent des suffrages).

De passage à Ottawa au cours de l'été 1996 à l'occasion d'un colloque organisé par le groupe Alternatives — une organisation non gouvernementale de Montréal — l'ancien métallo a retracé [le chemin parcouru par le Brésil dans sa longue marche vers la démocratie](#). Il a aussi fait l'inventaire des étapes que doit encore franchir son pays de 161 millions d'habitants pour accéder à la modernité et à la stabilité.

Éviter l'intégration continentale... par le bas

Selon Lula, le Brésil doit s'ajuster aux rapides transformations qui affectent l'économie continentale et internationale. L'ouverture du pays sur le monde (en particulier sur l'Amérique du Sud) est plus que jamais à l'ordre du jour depuis la création du Marché commun du Cône Sud, [le Mercosur](#), qui lie l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. À la suite de la mise en place de l'Accord de libre-échange nord-américain en Amérique du Nord (l'ALENA, associant le Canada, les États-Unis et le Mexique), l'Amérique du Sud doit bouger.

Lula espère que la nécessaire intégration continentale qui découlera de tels accords ne se fera pas par le bas, ce qui mènerait à une situation à la mexicaine. Au Brésil, explique-t-il, les organisations populaires ne s'opposent pas à l'intégration continentale mais elles ne veulent pas d'une égalisation à la baisse des salaires et des conditions de travail. Le contre-exemple mexicain inquiète: non seulement l'industrialisation promise par l'ALENA n'a pas dépassé le stade des usines d'assemblage de voitures aussitôt réexportées vers les États-Unis, mais la crise engendrée par la déréglementation du secteur financier a abouti à la chute désastreuse de l'emploi, en plus de mettre quasiment en faillite les classes moyennes.

[Pedro Bocayuva Cunha](#) est un économiste brésilien travaillant pour un institut de recherche socio-économique proche des milieux syndicaux, la FASE (*Federação de Orgaos para Assistencia Social e Educational*). Il estime que la stabilisation du taux de change et du niveau de l'inflation pourrait être menacée par les mouvements de capitaux. Des capitaux "fébriles" [de la *hot money*] entrent au Brésil parce que les taux d'intérêt y sont élevés et que la réglementation est complaisante. Mais il peut arriver que ces capitaux s'envolent si d'autres pays établissent des règlements plus avantageux, affirmait Lula au cours du colloque.

Fait à noter, la Banque mondiale semble vouloir réexaminer les résultats obtenus à ce jour par l'ouverture économique et commerciale des pays. Pour éviter que ce mouvement de libéralisation soit déstabilisant, la Banque préconiserait la mise en place de mesures compensatoires pour permettre aux économies les plus faibles de se diversifier et de se moderniser.

La stabilité économique dans le respect des droits

Le débat qui a cours actuellement au Brésil sur l'intégration continentale devrait porter sur ces mises en garde, conclut Lula. Il recommande que les syndicats nationaux participent aux discussions préparatoires qui définiront les structures de l'intégration. Le *Mercosur* pourrait d'ailleurs donner un jour des leçons à l'ALENA! L'idée de base, note Lula, c'est que les travailleurs doivent être partie prenante du processus. Prendre la défense de son gagne-pain n'est pas antiéconomique en soi, ajoute l'ex-candidat à la présidence de la république.

L'économie brésilienne envisageant déjà d'autres transformations, notamment la privatisation d'une partie du secteur public, la société civile veut avoir son mot à dire. Ce qui n'est pas toujours le cas si on prend comme exemple la grève des travailleurs de *Petrobras* contre la privatisation de cette entreprise publique qui contrôle la production pétrolière nationale. Le conflit devait se terminer par l'intervention de l'armée et par l'arrestation de plusieurs chefs syndicaux.

Optimistes par le cur, pessimistes par la raison

Vu de l'extérieur, le Brésil a les atouts nécessaires pour accéder au club sélect du G7 et pour participer à d'autres tribunes internationales où se décide le sort du monde. Les énormes richesses humaines et matérielles du pays attendent d'être mises à contribution au sein d'un marché régional recouvrant l'ensemble des pays du *Mercosur*.

En dépit des difficultés escomptées, les secteurs populaires restent relativement optimistes. Ainsi, des expériences au niveau municipal démontrent que des progrès sont toujours possibles. À Brasilia, la capitale fédérale contrôlée par une coalition où domine le PT, on a instauré des mesures pour encourager le retour à l'école (quatre millions de jeunes n'y vont pas) en liant l'accès à l'aide sociale offerte aux parents et la présence des enfants en classe.

Pour Lula, il faut considérer le chemin parcouru. Dans mon Brésil des années 1970, conclut-il, prendre la parole était un crime grave. Or, aujourd'hui, les pauvres ont pris la parole. Et ils vont la garder.

Pierre Beaudet est directeur d'Alternatives, une ONG de Montréal.

Personnes ressources:

Luis Ignacio Lula da Silva, a/s Parti des travailleurs (PT); tél.: (55-11) 223-0364; téléc.: (55-11) 222-9665.

Pedro Bocayuva Cunha, Federação de Orgaos para Assistencia Social e Educational (FASE), Rua des Palmeiras, 90 - 22270-70, Rio de Janeiro, Brésil; tél.: (55-21) 286-1441; téléc.: (55-21) 286-1209; c.électr.: fase@ax.apc.org.

Nota bene

[Le Brésil vers la démocratie?](#)

[Le Mercosur](#)

Des liens à explorer...

Autres articles du CRDI :

[La croissance économique mondiale : en passant par le Sud](#), par Curt Labond

[Commerce international : vers plus d'équité?](#), par Henry Heald

[Pour concilier les impératifs sociaux, économiques et écologiques](#), par Patti LaCroix

[Coping with capital surges: The return of finance to Latin America](#) (en anglais)

[Economic policy and the transition to democracy: The Latin American experience](#) (en anglais)

Autres ressources :

[Micro-impact de la macro-économie et de l'ajustement structurel](#)

[Commerce, compétitivité et renforcement des capacités](#)

[L'Institut Nord-Sud : Publications : Commerce et ajustement](#)

[Petrobras web site](#) (en anglais)

[Without Fear of Being Happy: Lula and the Workers Party](#) (en anglais)

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine *CRDI Explore*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada

Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).



Le CRDI Explore

LA VOIX DE LA RECHERCHE DU SUD

Archives du CRDI Explore

Explore est publié par le Centre de recherches pour le développement international du Canada. Il informe ses lecteurs du monde entier des recherches soutenues par le CRDI et ses partenaires et présente des dossiers sur les grandes questions de développement

[Visiter le nouveau magazine Explore ...](#)

Articles diffusés de janvier à décembre 1997

- | | |
|------------|--|
| 3 janvier | <i>Evaluation des politiques scientifiques de la Chine</i> par Patrick Kavanagh |
| 10 janvier | <i>Révolution verte à Tumkur (Karnataka), Inde</i> par Deepak Thapa |
| 17 janvier | <i>Récifs de corail jusqu'à votre aquarium : un marché durable?</i> par Patrik Hunt |
| 24 janvier | <i>Prévenir la cécité avec de l'ultrariz : un riz enrichi de vitamin A</i> par Keane Shore |
| 31 janvier | <i>Brésil face à la mondialisation : les deux faces du miracle économique</i>
par Pierre Beaudet |
| 7 février | <i>Femmes sous lois musulmanes : un réseau de solidarité, d'information et de recherche</i>
par Michel Groulx |
| 14 février | <i>Logiciel de gestion de la dette pour les pays francophones</i> par Antoine Raffoul |
| 21 février | <i>Arbre, une richesse polyvalente inestimable</i> par Jennifer Pepall |
| 28 février | <i>Pour sauver les Nations Unies : une taxe mondiale sur les transactions financières?</i>
par Stephen Dale |
| 7 mars | <i>Réformes fiscales pour protéger l'environnement au Mexique</i> par Steven Hunt |
| 14 mars | <i>Assises d'une Palestine démocratique : le programme en études des femmes à l'Université Birzeit</i> par Roula el-Raifi |
| 21 mars | <i>Egypte rurale en quête d'un environnement durable : quand la science se marie au savoir traditionnel</i> par Kirsteen MacLeod |
| 4 avril | <i>Epidémiologie entre les mains de la collectivité dans un Etat du Mexique</i>
par Louise Guénette |
| 11 avril | <i>Remplacer le bromure de méthyle : pour protéger la couche d'ozone</i>
par Jacinda Fairholm |
| 18 avril | <i>Communauté autochtone du grand Nord canadien à l'heure des télécommunications</i>
par Keane Shore |
| 25 avril | <i>Pour mieux loger les pauvres de Hanoi et de Ho Chi Minh-ville</i> par André Lachance |
| 2 mai | <i>Retour à la résistance : une nouvelle technique de sélection végétale fait appel au passé</i>
par Kevin Conway |
| 9 mai | <i>Issue à la pauvreté : les ressources de propriété collective au Bengale - Occidental</i>
par Richard Littlemore |
| 16 mai | <i>Contamination par le mercure en Amazonie</i> par Jennifer Pepall |

- 23 mai [SIDA en Ouganda : pourquoi ces comportements sexuels à risque élevé?](#)
par Anna Borzello
- 30 mai [Pour lutter contre la désertification : le captage de l'eau en Jordanie](#) par Leila Deeb
- 6 juin [Pharmacie populaire : TRAMIL, un réseau des Caraïbes pour valider les plantes médicinales](#) par Frank Campbell
- 13 juin [Reboiser le Sahel : recherche sur les semences forestières au Burkina Faso](#)
par Michel Groulx
- 20 juin [Protection de la biodiversité : vers un partage juste et équitable des ressources naturelles](#) par Keane Shore
- 27 juin [Projet Yucap : le développement économique dans la péninsule du Yucatán](#)
par Chris Hayes
- 4 juillet [Cartographie : Map Maker, un bon compagnon de route](#) par Curt Labond
- 11 juillet [Lutte contre le tabagisme : l'expérience canadienne](#) par Lauren Walker
- 18 juillet [Recherché : l'ennemi d'une herbe parasite](#) par Philip Fine
- 25 juillet [PAN Mongolie : entre l'aventure et l'exploit](#) par Geoff Long
- 1 août [Biodiversité : le Laos légifère](#) par Richard Littlemore
- 8 août [Prévenir la cécité avec de l'ultrariz : un riz enrichi de vitamin A](#) par Keane Shore
- 15 août [Femmes sous lois musulmanes : un réseau de solidarité, d'information et de recherche](#)
par Michel Groulx
- 22 août [Logiciel de gestion de la dette pour les pays francophones](#) par Antoine Raffoul
- 29 août [Pour sauver les Nations Unies : une taxe mondiale sur les transactions financières?](#)
par Stephen Dale
- 5 septembre [Sexisme et contrevérité dans l'économie mondiale : une main-d'oeuvre invisible](#)
par John Eberlee
- 12 septembre [Internationalisme canadien au XXIe siècle : un entretien avec Maurice Strong](#)
par Michael Smith
- 19 septembre [Acacia : pour partager le savoir des Africains!](#) par Michael Smith
- 23 septembre [Entretien avec Réal Lavergne](#)
- 26 septembre [Sierranet : pour une Sierra Leone branchée!](#) par Jennifer Pepall
- 3 octobre [Courtage du savoir : un emploi d'avenir?](#) par Michael Smith
- 10 octobre [CamBioTec : la biotechnologie en réseau](#) par Deana Driver
- 14 octobre [Conversation avec Robert Valantin](#)
- 17 octobre [Suivi de la pauvreté au Bangladesh : vers des programmes plus efficaces d'atténuation de la pauvreté](#) par John Eberlee
- 17 octobre [Marché mondial de la propriété intellectuelle : entretien avec Darrell Posey](#)
- 24 octobre [AGUILA : favoriser l'agriculture urbaine en Amérique latine](#) par Laurent Fontaine
- 31 octobre [Pour sortir les pauvres du monde de la faim : parfaire la production de cobayes au Pérou](#) par Katherine Morrow
- 7 novembre [Panneaux de nattes de bambou : un produit de remplacement du contreplaqué sans danger pour l'environnement](#) par Lionel Lumb
- 14 novembre [TEHIP : un tonique pour le régime de santé](#) par Kanina Holmes
- 21 novembre [Arme non toxique contre le paludisme](#) par Katherine Morrow
- 25 novembre [Comment vaincre la pénurie d'eau](#)
- 25 novembre [Huiles essentielles pour aider les paysans](#) par Gilles Drouin
- 28 novembre [SIDA et ses répercussions sur les femmes et les enfants au Kenya](#) par Kanina Holmes
- 5 décembre [Vers l'amélioration de la gestion des ressources naturelles au Pérou](#)
par Katherine Morrow
- 8 décembre [Lutte à finir contre la faim insoupçonnée](#)
- 12 décembre [Recette tout simple pour détecter les contaminants dans l'eau](#) par John Eberlee
et Jennifer Pepall
- 15 décembre [Pour une Afrique aux commandes](#)

- 19 décembre [*Méthylmercure : un risque non négligeable*](#) par André Lachance
- 22 décembre [*Comblant le fossé du savoir*](#)
- 22 décembre [*Modèle de développement imposé aux paysans : cause fondamentale du recul de la forêt au Vietnam*](#) par Rodolphe De Koninck
- 23 décembre [*Mur contre la malaria : entretien avec le docteur Christian Lengeler*](#)
par Christian Lengeler
- 31 décembre [*CRDI et les partenariats francophones \(1996 - 1997\)*](#)
-

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981 Ce magazine est répertorié dans l'Index des périodiques canadiens.

Copyright 2003 © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Octobre 2003

Le Brésil vers la démocratie?

Au début des années 1960, le pays est tombé sous la coupe des militaires brésiliens avec l'appui des grands propriétaires terriens du nord du pays qui possèdent encore d'immenses plantations comme au temps de l'esclavage. Mais dans le sud, urbanisé et industrialisé, s'est développé un puissant mouvement populaire axé sur les travailleurs du secteur manufacturier et sur les classes moyennes. Dans les années 1980, raconte Luis Ignacio Lula da Silva, cette vaste coalition a réussi à forcer la main des militaires; véritable raz-de-marée, une mobilisation massive a pu imposer aux autorités la tenue d'élections réellement démocratiques.

Aujourd'hui, la démocratie brésilienne se porte relativement bien. Depuis 1994, le président Fernando Henrique Cardoso, qui avait dû s'exiler au temps de la dictature, tente de mettre en place certaines réformes considérées comme indispensables au point de vue démocratique, mais également incontournables pour que le taux de croissance de l'économie du pays s'élèvent un jour.

Dans les villes, un vaste quart-monde ne cesse de croître. Des paysans fuyant la grande misère rurale provoquent une pression insoutenable sur les infrastructures urbaines. Analphabétisme, abandon d'enfants à la rue, délinquance et narcotrafic prolifèrent, en même temps qu'une partie importante de la population tombe hors de l'économie officielle et se retrouve sans aucune protection sociale.

Nous sommes au début de 1997. Le *Movimento Sem Terra*, qui regroupe plusieurs millions d'adhérents, est passé à l'offensive. Un peu partout au Brésil, l'occupation des terres s'accroît, comme dans la région de Portale de Parana, dans le nord du pays, où 1300 familles ont lancé, début janvier, une réforme agraire par le bas. D'après les journaux nationaux, la confrontation pourrait survenir bientôt: les grands propriétaires terriens, regroupés au sein de l'*Uniao ruralista*, menacent d'y envoyer leurs milices — qui bénéficient de la complicité des autorités policières locales.

Reste à voir ce que fera le président Cardoso dont le programme électoral promettait de favoriser les petits paysans. Selon plusieurs sondages, la population, dans sa grande majorité, appuie les revendications paysannes. Grâce à une populaire série télévisée — l'impact des *telenovelas* est très grand au Brésil — une jeune militante des sans-terres jouant dans une dramatique politico-psychologique très appréciée de millions de téléspectateurs brésiliens, est devenue l'héroïne de la nation!

Pierre Beaudet

Le Mercosur

Le Marché commun du Cône Sud, le *Mercosur*, créé en mars 1991, est une union douanière regroupant quatre pays, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. L'union touche plus de 200 millions de personnes dans une région du monde dont le produit national brut (PNB) est de 800 milliards, soit environ la moitié du PNB de toute l'Amérique latine.

Selon le traité, les pays membres doivent coordonner leurs politiques et harmoniser leur commerce, leur industrie et leur secteur de services. Pour y parvenir, on procède actuellement à la déréglementation et à l'abolition des barrières imposées jusqu'ici aux relations commerciales et aux investissements. Le *Mercosur* négocie également des ententes commerciales bilatérales avec la Bolivie, le Chili et le Venezuela.

Les transformations engendrées par le Marché commun du Cône Sud ont ouvert l'économie brésilienne sur l'extérieur. Les tarifs douaniers moyens du Brésil sont ainsi passés de 32 pour cent en 1990 à 14,2 pour cent aujourd'hui. Le commerce entre les pays membres, de 3,6 milliards de dollars en 1990, a grimpé à 12 milliards en 1994.

Un projet à long terme du *Mercosur* est de créer un marché intégré qui couvrirait toute l'Amérique du Sud, suivant en cela l'exemple de l'Union européenne. À plus long terme encore, on prévoit intégrer, au-delà de l'année 2005, les marchés des deux continents américains du Sud et du Nord.

Bert Bailey est un rédacteur d'Ottawa.

[1996 \(avril - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

La croissance économique mondiale: en passant par le Sud

par Curt Labond



**Si certaines économies du Sud démontrent une forte croissance,
d'autres subissent le contre-coup d'ajustements inévitables**
(Photo : Calcutta, Inde)

Si l'économie mondiale semble avoir entamé une lente remontée, ce sont toutefois certaines des économies du Sud, et non pas du Nord, qui croissent le plus rapidement. Les Nations Unies prévoient que la production de biens et services dans le monde augmentera, pour la troisième année consécutive, de 2,5 pour cent en 1996. Bien que les bouleversements politiques, les guerres et la sécheresse aient tenu certains pays en développement à l'écart de ce mouvement de croissance, les économies d'un grand nombre d'États les plus pauvres du Sud connaissent cependant la plus rapide expansion qui soit, atteignant des taux de 5 pour cent ou plus par année.

«Là où l'économie internationale évolue le plus vite, c'est dans le monde en développement et non pas dans les pays industrialisés», dit [Robert Miller](#), consultant principal de la Société financière internationale (IFC), une agence de la Banque mondiale. Celle-ci a prédit que les pays en développement recevront 50 pour cent de tous les investissements étrangers directs dans le monde d'ici à 25 ans, ce qui équivaut à plus du double de ce qu'ils ont reçu depuis le début des années 1980. Bien que la plus grande part de ces investissements étrangers soient actuellement destinés à la Chine, les montants réservés aux petits pays en développement sont proportionnellement plus élevés quand on les compare à leur produit intérieur brut (PIB), remarque Miller.

Miller était parmi les conférenciers invités d'un forum sur le développement organisé par le CRDI à

Montréal, Ottawa et Toronto plus tôt cette année. Le thème portait sur les marchés émergents du Sud. Les commentaires du consultant faisaient écho aux statistiques présentées par une étude de l'ONU datée de 1996 sur la situation économique et sociale dans le monde. Cette enquête révèle que, en 1995, le PIB par habitant a augmenté dans 71 des 93 pays en développement (des pays où des analystes récoltent régulièrement des données). De plus, 21 des 48 «pays les moins développés» du monde avaient enregistré une hausse de leur PIB par habitant.

Des ajustements s'imposent

Selon Miller, une telle tendance sera bénéfique puisqu'elle permettra d'élever les revenus sur la planète. Mais il faut prévoir, ajoute-t-il, certains ajustements difficiles. Les ouvriers non qualifiés dans les nations industrialisées devront par exemple s'adapter à une compétition accrue. D'autres ajustements aussi pénibles devront avoir lieu dans certaines régions du Sud. Un économiste de l'ONU, [Barry Herman](#), a indiqué que l'aide au développement que le Nord envoie au Sud ne cesse de diminuer. Les pays les moins attrayants pour l'investissement étranger, comme ceux qui sortent d'une période de conflits ou qui ont un revenu par habitant très faible, sont ainsi laissés dans une situations désespérée.

Tous les États de la planète sont concernés par la mondialisation. Il faut savoir que celle-ci touche non seulement les biens et services mais aussi les marchés financiers. Comme le remarque Miller, «je puis dorénavant avoir accès à mon compte bancaire à partir de guichets automatiques installés dans de nombreux pays.» «L'exemple est anodin», ajoute-t-il, «mais la mondialisation s'étend à bien d'autres domaines d'activité. Il y a ainsi ces entreprises d'exportation qui, quoique petites, ont aujourd'hui la possibilité de trouver du financement à l'extérieur du pays.»

Au fur et à mesure que tombent les entraves au commerce international à la suite de la signature de traités tels que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ou l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), il est plus facile pour des sociétés du Sud d'exporter leurs produits. Qui plus est, les coûts occasionnés par le commerce outre-mer baissent constamment à la suite des progrès réalisés dans les télécommunications — ne serait-ce que le transfert et le traitement des données.

«Les conséquences sont intéressantes», conclut Miller: «Des sociétés peuvent dorénavant contrôler des réseaux de manufactures implantées autour du monde, une performance qui aurait été impensable il y a quelques années. Par contre, des entreprises qui exerçaient depuis longtemps un quasi monopole sur des marchés locaux peuvent tout à coup faire face à une concurrence féroce venue de l'étranger. «On ne peut arrêter une telle évolution. Ces changements vont transformer les relations commerciales. Les gens d'affaires devront s'adapter, sinon ils seront laissés pour compte.»

Nord-Sud: une opposition dépassée?

Il y a longtemps que les organismes d'aide et de développement, tout comme les observateurs spécialisés ont partagé les nations en deux camps; il y a celles qui possèdent et celles qui ne possèdent pas; les pays industrialisés du Nord, relativement riches, et les pays du Sud, plus pauvres, moins développés. Mais les puissants mouvements économiques actuellement en branle pourraient rendre cette distinction vide de sens.

«Selon moi, ce découpage conventionnel du monde entre le Sud et le Nord perd de sa crédibilité», affirme l'économiste principal des affaires internationales à la Banque de la Nouvelle-Écosse, [Erik Nilsson](#). Le spécialiste observe que des liens économiques pourtant tissés depuis longtemps sont éclipsés par de nouvelles ententes nouées le long de nouveaux axes commerciaux. Citons un cas, celui des échanges agricoles où les Canadiens font aujourd'hui davantage affaire avec les Argentins qu'avec les membres de l'Union européenne.

«Un fait majeur doit être noté, c'est la place grandissante du commerce intrarégional au sein

des économies émergentes», note Nilsson. «Environ un tiers du commerce pratiqué en Asie se fait entre les pays de la région. Prenons le cas de l'Amérique latine où le Brésil est devenu le principal partenaire économique de l'Argentine.»

«Si une telle évolution se comprend bien du double point de vue économique et géographique, elle ne peut s'insérer aisément dans certains «modèles Nord-Sud» ni dans le discours qu'on y associe généralement», conclut Nilsson. «S'en tenir à une pure bipolarisation du monde sous prétexte de mieux analyser la situation actuelle, c'est manquer de pertinence. Et c'est probablement aller vers un cul-de-sac.»

Curt Labond est rédacteur à Ottawa.

Nota bene

[Pour attirer l'investissement international, il y a des conditions](#)

Personnes ressources:

Robert R. Miller, consultant, *International Finance Corporation*, Room R2-083, 1818 H Street, NW, Washington, DC, 20433, États-Unis; tél.: (202) 473-6685; téléc.: (202) 676-9439; rmiller@IFC.org

Erik P. Nilsson, économiste principal, Affaires internationales, Banque de la Nouvelle-Écosse, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, ON, M5H 1H1, Canada; tél.: (416) 866-4205; téléc.: (416) 866-2829

Barry Herman, chef, Services des relations économiques internationales, Nations Unies, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, pièce DC2- 2120, Two United Nations Plaza, New York, NY, 10017, États-Unis; tél.: (212) 963-4747; téléc.: (212) 963-1061; herman@un.org

Des liens à explorer...

Autres articles (et publications) du CRDI

[Oui! On enseigne l'économie de marché à Cuba](#)

[Commerce international : Vers plus d'équité?](#)

[Coping with capital surges: The return of finance to Latin America](#) (en anglais)

[The developing countries in world trade: Policies and bargaining strategies](#) (1993) (en anglais)

Autres ressources :

[Micro-impact de la macro-économie et de l'ajustement structurel](#) étudie les mécanismes qu'utilisent les politiques macro-économiques de plusieurs pays asiatiques pour améliorer le bien-être des individus et des collectivités, et évalue l'impact de ces mécanismes.

[Trade and Adjustment](#) publications de l'Institut Nord-Sud (en anglais)

[Trends in Developing Economies](#) A World Bank publication (en anglais)

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine *CRDI Explore*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada

Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).

Commerce international: vers plus d'équité?

par Henry F. Heald



Usine de vêtements, Quito, Équateur

Encourager une plus large démocratie dans les pays en développement — accompagnée de meilleures conditions économiques et sociales — donnerait à ceux-ci les meilleures chances qui soient pour aborder sur un pied d'égalité le commerce international. Cela vaudrait mieux que de leur dicter des normes mondiales de «bonne conduite» sur l'environnement et les conditions sociales, concluaient les intervenants d'un forum organisé par le CRDI sur le développement où étaient représentés les gouvernements, les syndicats, les milieux universitaires, le secteur privé et les Nations Unies

Le droit d'organiser des syndicats et celui d'entreprendre des négociations collectives seraient donc les voies les plus efficaces pour améliorer le sort des travailleurs dans les pays du Sud. Ces droits favoriseraient davantage le commerce mondial que la promulgation de normes internationales, notamment sur le salaire minimum, a-t-on soutenu.

Prenons un premier exemple, celui de l'amélioration des conditions de travail. Cet objectif est parfois plus facilement atteint par la promotion de meilleurs services de santé et d'approvisionnement en eau salubre que par l'imposition de sanctions commerciales. De même dans les pays qui tolèrent le travail des enfants, il vaudrait mieux offrir aux parents des incitatifs pour envoyer leurs enfants à l'école et les tenir ainsi loin de l'usine plutôt que de suspendre les échanges commerciaux avec ces États.

Déjà au XVIII^e siècle...

Le financier et économiste britannique David Ricardo (1772–1823) a été l'un des premiers à plaider en faveur de règles justes dans les échanges commerciaux, de coûts de main-d'œuvre équitables et du plein

emploi, a rappelé le président du CRDI, Keith Bezanson, dès l'ouverture du forum. Selon Bezanson, le défi consiste aujourd'hui à définir des politiques qui favorisent un tel équilibre avant que ne surgissent d'interminables différends commerciaux inter-États.

Les négociations de l'*Uruguay Round* en vue de modifier l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) — discussions qui ont abouti à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) — ont inauguré une nouvelle ère dans les échanges commerciaux sur la planète: l'objectif principal n'est-il pas de réduire au minimum les différends commerciaux, comme le remarquait l'animateur du forum, [Gerald Helleiner](#), de l'Université de Toronto?

Les principes fondamentaux de l'OMC stipulent en effet que les politiques nationales du commerce extérieur doivent être transparentes, prévisibles et non discriminatoires; les différends doivent être réglés sur une base multilatérale. Un ordre mondial fondé sur de tels principes commerciaux apporterait, en théorie, plus d'équité dans les échanges et permettrait aux pays en développement d'améliorer le revenu et le niveau de vie de leurs citoyens puisqu'ils accroîtraient ainsi leur commerce avec les pays du Nord.

Une question de perspective

Mais dans quel sens la balance penche-t-elle en ce moment? Cela dépend de la perspective — Nord ou Sud? — adoptée par l'interlocuteur. Au Nord, certains groupes estiment que, dans les pays du Sud, bas salaires, travail des enfants, avantages sociaux dérisoires et normes environnementales déficientes constituent un avantage commercial injuste. Mais les États du Sud rétorquent que les pays riches et leurs puissantes industries continuent à dominer le commerce et empêchent les pays plus démunis d'être des concurrents sérieux.

Les accords du commerce international devraient contenir une «clause sociale» garantissant la liberté syndicale, la libre négociation collective, l'absence de discrimination, l'élimination du travail forcé et l'abolition du travail des enfants, ainsi qu'un mécanisme exécutoire intégré. Telle est du moins la recommandation de [Steve Benedict](#), directeur national des affaires internationales au Congrès du travail du Canada.

Le mouvement syndical ne réclame pas un salaire minimum international, précise Benedict, parce qu'il serait difficile à négocier et impossible à contrôler. Les pays doivent toutefois être autorisés à définir des normes salariales qui reflètent les conditions économiques locales. Il importe cependant d'obtenir des droits minimaux pour les travailleurs: si les syndicats ont acquis le droit de signer des conventions collectives, ils ont alors l'autorisation de négocier un salaire minimum propre à leur pays.

La mobilité du capital

L'un des problèmes qui confrontent le monde syndical actuel concerne l'extrême fluidité du capital dans le monde, note Benedict, et l'on sait que la répression du syndicalisme attire l'investissement: «Si la Malaisie décide d'améliorer les conditions de travail, le capital file en Indonésie. Et le jour où l'Indonésie décide d'en faire autant, l'investissement s'en va en Chine.» Une clause sociale pourrait contrecarrer en partie ces mouvements de capitaux, selon Benedict, parce que l'existence de syndicats forts crée un marché solide pour les produits locaux.

Un sondage récent révèle que les Canadiens appuient la subordination du commerce international au respect des droits de la personne, selon [Jerry Kramer](#), directeur de la division du développement économique et social au ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international: «Les Canadiens sont prêts à payer plus cher pour des marchandises dont la fabrication n'implique pas le travail des enfants ni la violation des droits de la personne.»

Les entreprises font fausse route lorsqu'elles affirment ne pas être en mesure de «dicter» à un gouvernement étranger sa conduite en matière de codes du travail, affirme Benedict qui renforce ainsi

l'opinion de Kramer: «Pour les Canadiens, c'est une question de valeurs. Il n'est tout simplement pas acceptable de permettre la vente au Canada de biens dont la production se déroule dans des conditions d'esclavage.»

Des normes plus exigeantes

Le Canada, selon Kramer, prend des mesures en faveur de l'adoption de normes plus élevées: il accorde son appui au renforcement de l'Organisation internationale du travail (OIT), à la signature d'une convention qui définira l'exploitation des enfants ainsi qu'à un accord international sur le comportement des investisseurs. Les agences canadiennes d'aide à l'étranger œuvrent de concert avec des institutions nationales des pays du Sud pour favoriser l'intégration de normes, environnementales ou autres. Mai l'OIT, ajoute Kramer, aidera les pays à améliorer leurs normes de travail à la condition que les délais d'entrée en vigueur soient respectés.

Les critiques de la scène politique doivent apprendre à cerner les problèmes par exemple lorsqu'ils accusent des sociétés, comme celle des chaussures Nike, d'avoir recours à des méthodes moralement répréhensibles dans les pays en développement. Kramer s'interroge: «Le problème soulevé concerne-t-il le travail des enfants? Le refus de permettre aux travailleurs de se syndiquer? Les faibles salaires? Si nous voulons prendre des mesures contre les abus, nous devons absolument connaître les règles du jeu.»

Henry F. Heald est un rédacteur basé à Ottawa.

Nota bene

[Commerce et environnement à la mexicaine](#)

Personnes ressources:

Steve Benedict, directeur national, Affaires internationales, Congrès du travail du Canada, 2841, chemin Riverside, Ottawa (Ontario), Canada, K1V 8X7 tél.: (613) 521-3400, poste 433. téléc.: (613) 521-3113

Jerry Kramer, directeur, Division du développement économique et social, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Édifice Lester B. Pearson, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0G2. tél.: (613) 992-3979

Gerald K. Helleiner, Département d'économie, Université de Toronto, 150, St. George Street, Toronto (Ontario), Canada, M5S 1A1. tél.: (416) 978-5063. téléc.: (416) 978-6713

Claudia Schatan, agent aux affaires économiques, CEPAL-Mexico, Avenida Presidente Masaryk 29, Apartado Postal 6-718, 06600 Mexico DF. tél.: 525 250 1256 ou 250 1231. téléc.: 525 531 1151

Des liens à explorer...

Autres articles (et publications) du CRDI

[The developing countries in world trade: Policies and bargaining strategies](#) D. Tussie and D. Glover. 1993. (En anglais)

[Les travailleuses équatoriennes prennent leur santé en main](#)

Ressources additionnelles (en anglais)

[India and the social clause](#)

[Jobs versus standards](#)

[Worker rights key to "true democracy"](#)

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine *CRDI Explore*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada

Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).



[1996 \(avril - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

Concilier les impératifs écologiques, économiques et sociaux

par Pattie LaCroix



Déboisement au Brésil

À l'approche du XXI^e siècle, les institutions humaines font face à [une série de problèmes écologiques, économiques et sociaux](#) divers mais étroitement liés, allant des menaces qui pèsent sur la planète aux défis que pose la gestion de changements économiques accélérés et la création de systèmes de gouvernance propres à satisfaire les attentes et les aspirations de la population mondiale.

Dans un document récent préparé pour le CRDI, les professeurs [John Robinson](#) et Jon Tinker de l'Institut de recherche sur le développement durable attaché à l'université de Colombie-Britannique font valoir que les enjeux auxquels le genre humain est confronté de nos jours ne peuvent être abordés isolément. Le document intitulé "*Reconciling Ecological, Economic and Social Imperatives: Towards an Analytical Framework*", tente de définir un cadre conceptuel commun en vue de l'intégration des objectifs écologiques, économiques et sociaux à la formulation des politiques.

La thèse centrale de Robinson et Tinker est que pour parvenir au [développement durable](#) - concept qui a suscité un débat public d'envergure - les sociétés humaines doivent rechercher d'abord la pérennité de leurs propres systèmes écologiques, économiques et sociaux. Les auteurs croient que bien que les paramètres des trois systèmes ou impératifs puissent varier d'une culture à l'autre, on devrait parvenir à s'entendre sur quelques définitions générales. Leur document propose les définitions suivantes :

- l'impératif écologique exige que la capacité portante des systèmes biophysiques planétaires ne soit pas dépassée;
- l'impératif économique impose d'assurer à tous un niveau de vie décent;
- l'impératif social réclame la mise en place de systèmes de gouvernance et d'autres structures sociales

sachant faire place aux valeurs dans lesquelles les personnes souhaitent ancrer leur mode de vie.

Une fois établis ces fondements conceptuels, le document aborde les raisons pour lesquelles il importe de respecter les trois impératifs et la manière dont chacun d'eux renforce les autres. « Nous observons que le développement économique contribue à la dévastation écologique à l'échelle du globe », nous confirme le prof Robinson au cours d'un entretien. « Nous constatons cette dégradation là où règne la misère et où les gens doivent se procurer chaque jour leur bois de chauffe. Ces gens n'ont tout simplement pas d'autre choix. La déchéance écologique sape les pratiques culturelles de beaucoup de nos sociétés traditionnelles et le lien entre les domaines écologique, économique et social n'en est alors que plus apparent. »

Les auteurs réitèrent l'importante de pondérer et évaluer avec justesse les problèmes liés aux impératifs écologiques, économiques et sociaux et leur portée planétaire. Cela impose un changement radical des attitudes que nous tenons pour fermes. « Nous sommes enclins, dans notre culture industrialisée, à un certain fondamentalisme économique. Nous croyons que l'économie l'emporte sur le reste et que tout dépend, en dernier ressort, de notre niveau de vie défini en termes de PIB par habitant et d'autres indicateurs courants de l'économie », de déclarer le prof Robinson.

« Nous n'avons pas besoin de changer les valeurs des gens mais plutôt leur comportement et le poids relatif attribué à ces valeurs. Nous devons pour ainsi dire modifier le cadre institutionnel dans lequel ces valeurs s'expriment », explique-t-il.

Pour impulser l'intégration des impératifs écologiques, économiques et sociaux, les auteurs recommandent que les sociétés adoptent des stratégies complémentaires de « dématérialisation » et de « resocialisation ».

Les stratégies de dématérialisation tendent à réduire l'impact environnemental par unité d'activité économique, telles que les politiques favorisant des procédés industriels plus respectueux de l'environnement. De manière analogue, les stratégies de resocialisation tendent à accroître le bien-être humain par unité d'activité économique, telle que les mesures de réduction du temps de travail pour diminuer le chômage. Robinson et Tinker indiquent, cependant, que s'il était imposé de l'extérieur ce changement d'aptitudes serait non viable d'un point de vue social.

Tout en reconnaissant la nature de plus en plus globale des problèmes écologiques et économiques, les auteurs recommandent que les sociétés se fixent des stratégies de dématérialisation et de resocialisation à l'intérieur d'un cadre propice à des processus de prise de décision plus décentralisés et proches des réalités locales. « Nous voulons faire valoir que les organes de gestion locale doivent être associés à la prise de décision mais que pour ce faire ils devront s'astreindre à des règles communes, par exemple, de respect des droits de la personne et de l'environnement », affirme Robinson. À cet égard, décentralisation et mondialisation ne sont pas incompatibles.

« Notre système économique est de moins en moins tributaire des nations souveraines et se mondialise. Sans la capacité d'agir politiquement à la même échelle, nous serons entièrement à la merci de ce processus économique mondial », poursuit-il.

Pour Robinson, [la prochaine étape](#) consistera à mettre au point des instruments analytiques capables de générer des scénarios prospectifs, plus que des scénarios catastrophe. « Dans un pays comme le Canada, on pourrait facilement songer à un aménagement du temps de travail, à des revenus plus contenus et à une consommation plus maîtrisée contre de meilleurs services à l'enfance et un prix plus élevé des biens nocifs à l'environnement. »

« La mesure dans laquelle nous serons capables [d'achever un futur durable] », conclut-il « est directement liée à notre capacité de tirer parti des tensions entre les impératifs écologique, économique et social plutôt que d'en être submergés. »

Pattie LaCroix exerce à Vancouver sa profession d'auteure et consultante en communication.

Personne-ressource:

John Robinson, Directeur, Sustainable Development Research Institute, Hut B5, 2202 Main Mall, University of British Columbia, Vancouver, British Columbia, V6T 1Z1, Canada; tél. : (604) 822-9188; cour. électr. : sdri@sdri.ubc.ca

Des liens à explorer...

Autres articles (et publications)

[Réflexions de Robinson et Tinker sur les défis auxquels sont confrontées les institutions humaines.](#)

[Robinson et Tinker abordent la question du développement durable.](#)

[Robinson et Tinker parlent des priorités de la recherche future.](#)

[Un atlas électronique pour Action 21](#) *Des politiques plus efficaces et un meilleur suivi, on n'attend rien de moins des pays qui utilisent l'atlas logiciel tiré du chapitre d'Action 21 sur la biodiversité.*

[Environnement, société, économie : parties d'un ensemble ?](#) *Pour que le développement se concrétise, les gouvernements et les institutions doivent s'attaquer aux problèmes que sous-tend l'intégration des politiques environnementale, sociale et économique*

[Indicateurs populaires pour un développement durable](#)

[État de choc : La société canadienne et l'environnement](#)

Ressources additionnelles

[Canadian Institute for Environmental Law and Policy](#)

[Center of Excellence for Sustainable Development](#)

[International Council for Local Environmental Initiatives](#)

[International Institute for Sustainable Development](#)

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine *CRDI Explore*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

